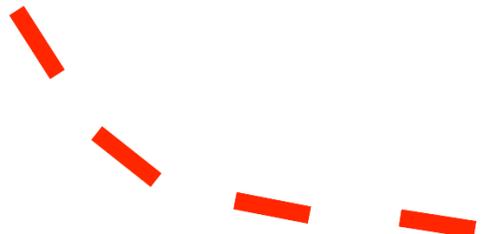




CA-MINANDO FRONTERAS

RAPPORT D'ACTIVITÉ

2024



CA-MINANDO FRONTERAS EN 2024

2024 a été l'année la plus meurtrière depuis que nous avons commencé à documenter les violations des droits de l'homme sur les routes migratoires vers l'État espagnol. Jamais auparavant nous n'avions enregistré autant de victimes. Parallèlement, nous avons assisté à la montée de la haine, à la normalisation de ces morts et à la consolidation de tout un système d'impunité qui déshumanise celles et ceux qui migrent et réduit au silence celles et ceux qui élèvent la voix.

Pour y faire face, nous avons renforcé les alliances avec les communautés, les familles et les collectivités qui défendent les droits à la frontière.

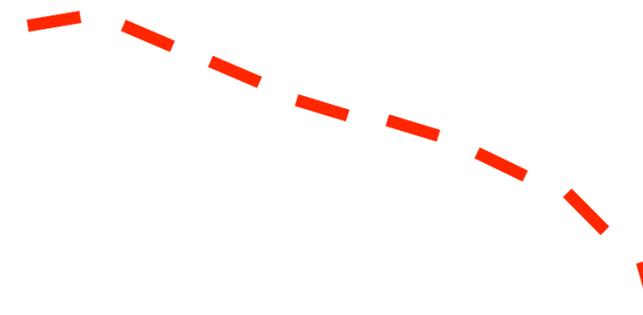
Nous continuons d'être là où nous devons être : dans les hôpitaux, en mer, lors des enterrements, dans les tribunaux, dans les institutions et sur les réseaux sociaux. Nous continuons à alerter, à accompagner les recherches, à dénoncer et à écouter ce que les victimes et leurs familles ont besoin de raconter.



Ce rapport est bien plus qu'un bilan. C'est une fenêtre sur notre travail collectif, soutenu par la défense des droits de l'homme. C'est une petite partie de l'histoire de la frontière occidentale euro-africaine durant l'année 2024.

OBSERVATOIRE DES DROITS DE L'HOMME À LA FRONTIÈRE : DROIT À LA VIE

En 2024, notre Observatoire des droits de l'homme à la frontière occidentale euro-africaine a travaillé intensément pour protéger des milliers de vies en danger sur les routes menant à l'État espagnol.



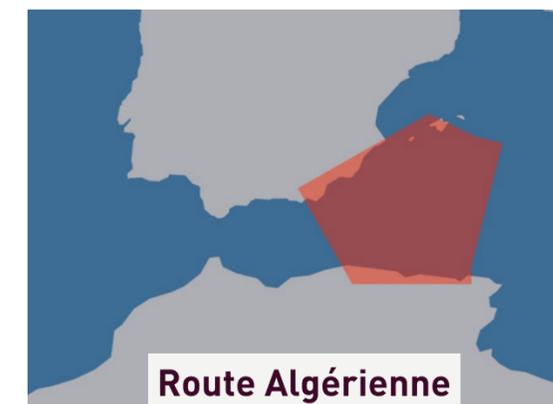
Personnes accompagnées en 2024 :

11.090 personnes accompagnées
2.383 femmes
2.417 enfants

Alertes traitées en 2024 :

500 embarcations en danger

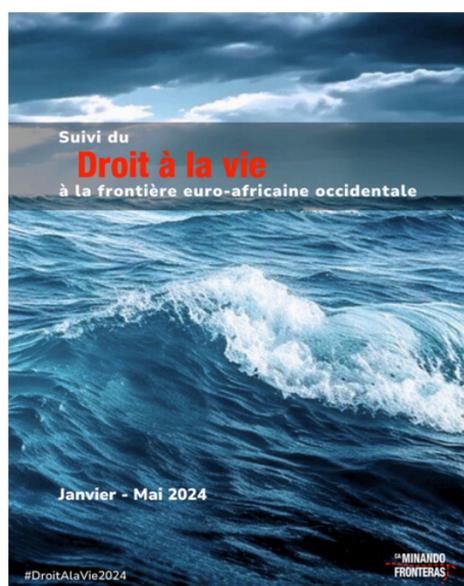
Routes sur lesquelles nous travaillons :



OBSERVATOIRE DES DROITS DE L'HOMME À LA FRONTIÈRE : DROIT À LA VIE

En 2024, notre équipe de suivi et de gestion des alertes, active 24 heures sur 24 et 365 jours par an, a documenté les chiffres suivants concernant les victimes (morts et disparues) aux frontières vers l'État espagnol.

Des chiffres dévastateurs qui ont été reflétés dans les deux éditions du rapport **Suivi du droit à la vie 2024** présentées cette année.



[TÉLÉCHARGER](#)



[TÉLÉCHARGER](#)

En 2024, nous avons documenté :

10.457
victimes sur les routes
d'accès à l'Espagne en 2024

421 femmes
1.538 enfants

9.757
Ruta Canaria

73
Route
d'Alboran

517
Route
Algérienne

110
Route du
Déroit

131 bateaux disparus avec
tous leurs occupants

DOULEUR EN JUSTICE

Durant l'année 2024, nous nous sommes réunis avec des familles, des communautés et des institutions d'échelle locale, régionale, nationale et internationale.

En 2024, nous avons accompagné :

1.093

demandes de recherche / accompagnement psychosocial, administratif et juridique aux familles

11

personnes retrouvées vivantes

Renforcement des réseaux avec les organisations de familles :

Présentation au Parlement européen de la réalité des familles en quête à la frontière.

Rencontre avec des organisations de familles de la diaspora du Mali et de la Mauritanie en France.

Rencontre avec des familles de victimes résidant dans la Communauté valencienne.

Accompagnements de familles en quête dans le sud-est péninsulaire (Almería et Murcie).

Analyse de la situation des personnes décédées et enterrées à Ceuta : établir des alliances pour l'identification.



Rencontre de la communauté mauritanienne en France (Paris)



Réunion avec l'association Atazar (Castillejos)



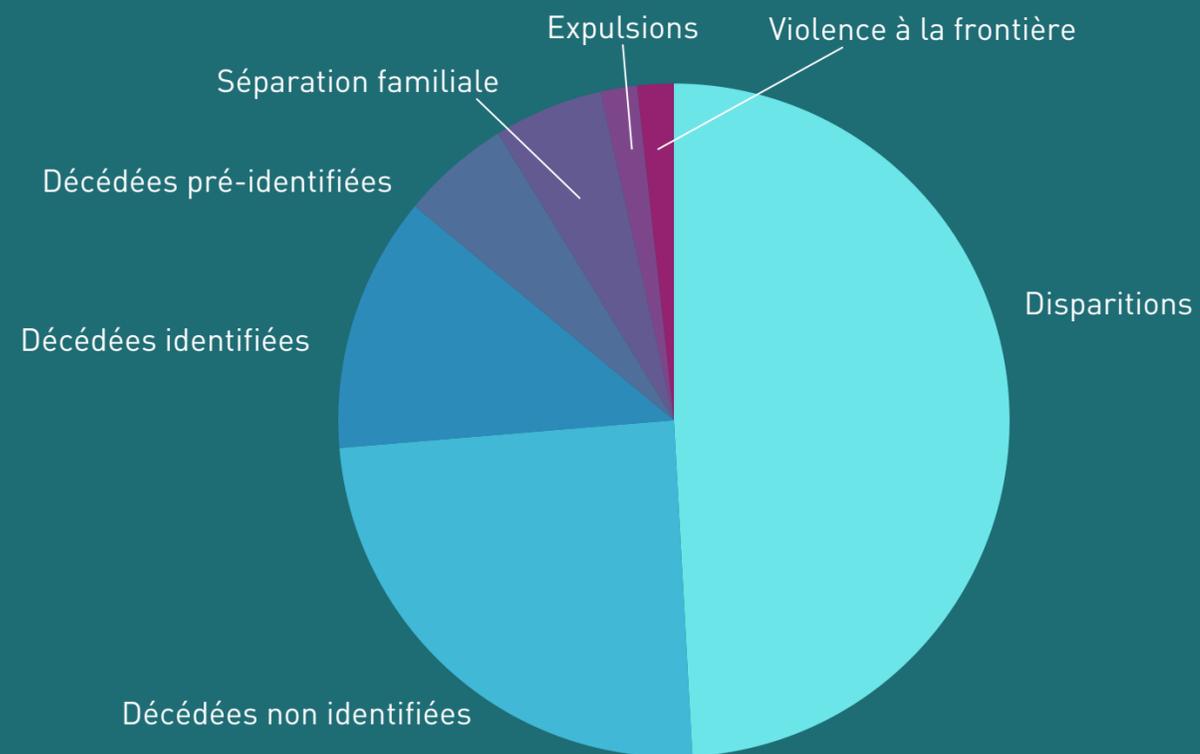
Visite au Parlement européen avec un proche d'une victime

MÉDIATION SOCIALE TRANSNATIONALE

Notre méthodologie de médiation transfrontalière contribue à garantir l'exercice et l'accès des victimes et de leurs familles à leurs droits.

57 cas traités **130** personnes accompagnées

Nombre de cas par typologie d'intervention :



HISTOIRES DE VIE

Accompagnement dans la tragédie de la Méditerranée occidentale

Le 1er octobre 2024, quatorze personnes ont embarqué sur une embarcation en fibre de verre depuis la province de Tipaza, leur destination étant les Îles Baléares. Notre organisation a été informée par des membres de la famille et a alerté les autorités.

Le 11 octobre, l'embarcation a été localisée à la dérive dans les eaux de Minorque par un voilier français. La tragédie a été confirmée lorsque les services d'urgence ont secouru trois personnes gravement blessées, le reste des passagers ayant péri pendant la traversée. Parmi les survivants se trouvaient un adulte de 21 ans et deux enfants de 15 ans. Les trois ont été transférés à l'hôpital de Majorque.

Notre équipe d'accompagnement psychosocial avait été en contact avec les familles des personnes présentes sur cette embarcation.

Nous avons pu nous déplacer à l'hôpital pour rendre visite aux survivants. L'adulte, malgré sa situation, a souhaité parler avec un membre de la famille d'une des victimes disparues en mer et leur a transmis la triste nouvelle de son décès. L'appel à la famille a été un acte d'humanité, de courage et de vérité de la part de ce survivant.

En parallèle, nous avons pris contact avec d'autres familles des disparus, en leur apportant un soutien émotionnel et un accompagnement dans la recherche de réponses.



Patera remorquée au port de Mahón (Photo : Gemma Andreu)

HISTOIRES DE VIE

Tragédie dans l'Atlantique : Naufrage au large d'El Hierro

Le 23 septembre 2024, environ 90 personnes ont embarqué à Nouadhibou, en Mauritanie, à bord d'un cayuco à destination des Îles Canaries.

Le 27 septembre, nous avons reçu une alerte à 23h24 UTC de la part d'un proche, nous informant que l'embarcation, avec environ 82 personnes à bord, se trouvait près de l'Espagne. Nous avons alerté les autorités et le Centre de Coordination Régionale des Canaries (CCRC) a confirmé que le cayuco avait été localisé près de l'île d'El Hierro, avec 84 personnes à bord.

Cependant, à 04h27 UTC, le CCRC a informé que l'embarcation avait chaviré lors de la tentative de sauvetage. Plus tard, à 07h14 UTC, nous avons appris que le cayuco avait chaviré pendant l'opération de sauvetage.

Le résultat a été dévastateur : 27 personnes ont été secourues vivantes, 9 corps ont été récupérés, et des dizaines de personnes sont toujours portées disparues en mer. Selon la version officielle des autorités, l'état de désespoir et d'épuisement des personnes à bord aurait poussé de nombreux passagers à se lever à l'approche de l'équipe de sauvetage, provoquant le chavirement du cayuco.

Les témoignages ultérieurs des victimes auprès de psychologues spécialisés remettent en question la version officielle : selon eux, il ne s'agissait pas d'un chavirement accidentel, mais d'un accident survenu lors de l'opération de sauvetage, au cours duquel le bateau de sauvetage est entré en collision avec le cayuco, provoquant sa rupture.

Notre organisation était en contact avec les familles, ayant identifié un groupe de proches en Catalogne. Nous avons accompagné le déplacement d'un premier groupe de familles vers El Hierro, et lors de ce premier voyage, les familles ont pris conscience que leurs proches faisaient partie du groupe des disparus, mais ont également pré-identifié l'une des victimes.

Nous avons établi le contact avec les proches de la personne décédée qui avait été pré-identifiée afin de gérer une identification complète. Lors du deuxième voyage, nous avons accompagné des familles venues également de Catalogne. Malheureusement, leur proche, leur frère, avait été enterré sans les attendre. Les familles ont été reçues par la Consejería de Derechos Sociales d'El Hierro et ont pu déposer une plainte ainsi que des échantillons d'ADN pour formaliser l'identification.

Ce cas nous touche profondément. Non seulement à cause de la perte irréparable de vies humaines, mais aussi en raison des versions contradictoires des faits et de la nécessité d'une enquête transparente.

Nous continuons d'accompagner les familles, en défendant le droit de savoir ce qui s'est réellement passé et en exigeant des routes sûres pour éviter de nouvelles mortes sur la frontière la plus mortelle du monde.



HISTOIRES DE VIE

Lanzarote : Trois histoires, une même lutte pour la dignité

Durant l'année 2024, notre organisation a accompagné trois processus complexes d'identification et de pré-identification de personnes décédées dont les corps sont arrivés sur l'île de Lanzarote, en coordination avec les services de la Garde civile. Ces cas reflètent la mortalité des routes migratoires, mais montrent aussi comment la collaboration entre les institutions et la médiation sociale transnationale permettent, dans certains cas, de restituer la dignité aux victimes et les droits à leurs familles.

Ces trois cas illustrent les différents dénouements possibles dans les processus d'identification après des tragédies migratoires : depuis la digne rapatriation jusqu'aux difficultés familiales pour accepter la perte, en passant par les obstacles administratifs pour accéder aux droits. Malgré les défis, le travail conjoint de notre organisation, des autorités locales et des familles dans différents pays a été déterminant pour obtenir des avancées dans chaque situation.

1. A. G. – Sénégal

Il a disparu au Maroc le 17 décembre 2024. Sa famille ignorait s'il avait embarqué à destination des Canaries. Son frère a déposé une plainte pour disparition et a fourni des échantillons d'ADN au Maroc. Un corps retrouvé en état de décomposition sur les côtes de Lanzarote pourrait correspondre à cette personne. Un processus de pré-identification a été engagé avec les frères d'A.G., en coordination avec les autorités. Finalement, l'un des frères a fait le voyage pour collaborer au processus, bien que la difficulté du deuil familial n'ait pas permis de finaliser l'identification. La médiation a permis de maintenir la communication et de gérer la situation avec respect et responsabilité.

2. B. M. S. – Guinée Conakry

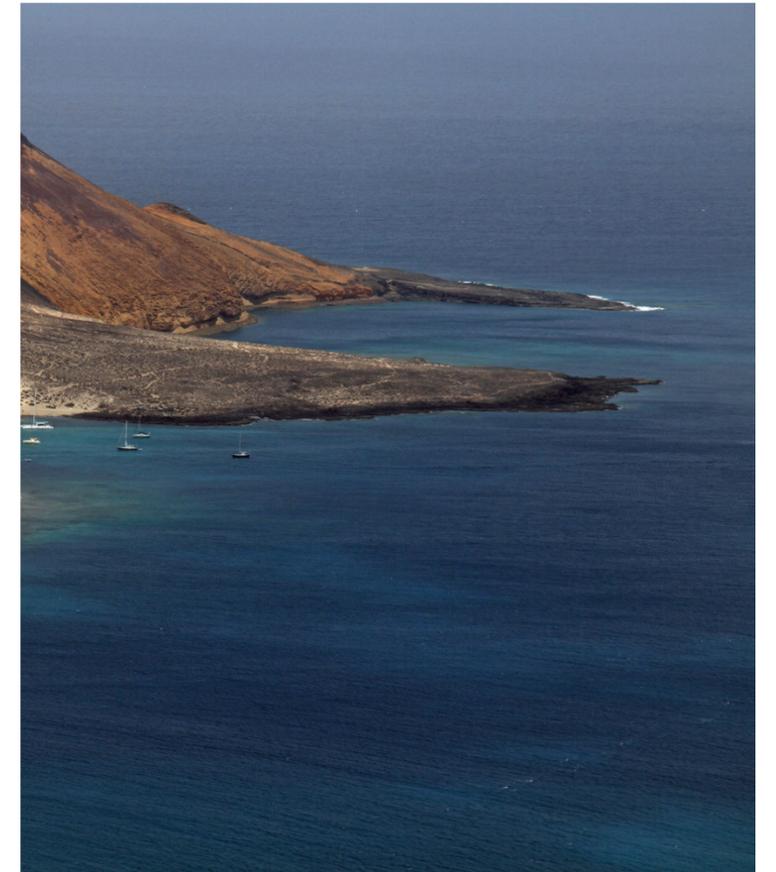
Adolescente de 17 ans, une jeune femme a disparu entre le 31 octobre et le 3 novembre 2024 dans la zone de Tan Tan. Sa famille, résidant en France, a contacté notre organisation, en fournissant des données qui ont été transmises à la Garde civile. La police a constaté des éléments de preuve susceptibles d'aboutir à une possible pré-identification.

La famille n'a pas pu terminer le processus d'identification en raison de problèmes administratifs, bien qu'elle ait accepté le décès de la jeune fille. Malgré cette limite, des progrès ont été réalisés dans le processus de deuil de la famille et le cas continue d'être suivi. La collaboration avec les autorités permet également de maintenir une voie ouverte pour une confirmation définitive à l'avenir.

3. H. M. – Maroc

Ce jeune homme a été l'une des victimes d'un naufrage survenu le 6 novembre 2024 au large des côtes de Lanzarote. L'embarcation pneumatique transportait 60 personnes à bord, dont 12 femmes et plusieurs jeunes Marocains. Son corps a été retrouvé flottant en mer après cinq jours de disparition. Son frère, de nationalité belge, a été informé par les survivants et s'est rendu rapidement à Lanzarote, où il a pu effectuer le test ADN et accomplir toutes les démarches d'identification. Notre organisation a favorisé la médiation entre les autorités et la famille, en apportant un soutien psychosocial et informatif.

Grâce à la coopération et à l'application de protocoles efficaces avec l'hôpital, l'Institut de médecine légale et la Garde civile, le corps a été rapatrié à Oujda, sa ville natale, où les funérailles ont eu lieu. Le frère a également pu récupérer ses effets personnels.



ACTION HUMANITAIRE

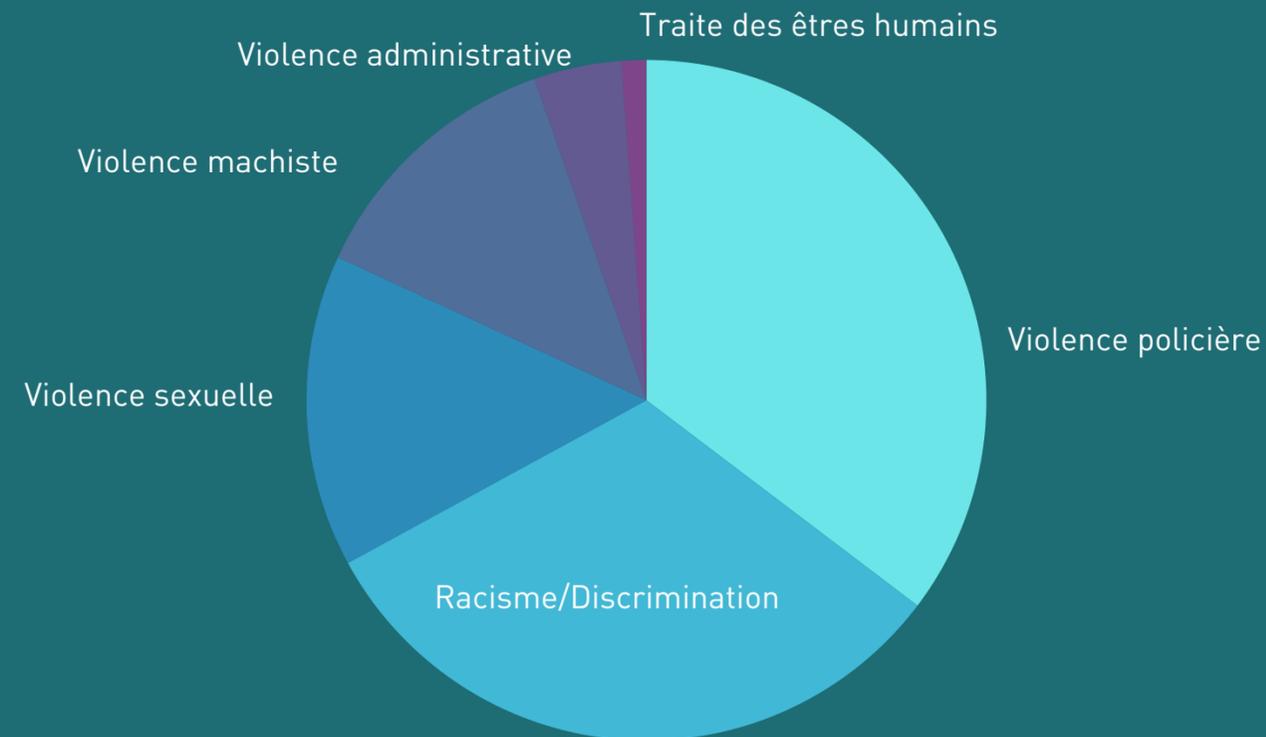
Notre travail humanitaire accompagne les victimes de violence afin de garantir des conditions dignes pour leur rétablissement.

En 2024, nous avons pris en charge :

952 personnes accompagnées

301 total des femmes bénéficiaires
229 total des enfants bénéficiaires
422 total des hommes bénéficiaires

Typologies de violence enregistrées :



COMMUNICATION

Impact en 2024 :

29.430

présences dans les médias

45.859

nouveaux followers sur les réseaux sociaux

80.867

pages vues sur notre site web

781.859

nombre total de followers, y compris les réseaux d'Helena Maleno

Pour changer les choses, la communication est nécessaire, bien qu'insuffisante. En 2024, nous avons utilisé cet outil de sensibilisation et de mobilisation sociale avec des résultats très importants en termes de portée et de suivi.

Jusqu'à 29 430 apparitions sur des sites web et dans les médias, et plus de 780 000 abonnés en additionnant tous nos réseaux sociaux témoignent de l'impact de nos activités. De plus, la fondatrice du collectif, Helena Maleno, a reçu cette année le **Prix Infolibre au Compromiso Social**, une preuve supplémentaire de la portée de notre travail dans la sphère publique.



TRAVAIL EN RÉSEAU, ORGANISATIONS ET INSTITUTIONS

En 2024, nous avons eu une intense activité institutionnelle qui nous a permis de présenter notre travail à des personnalités telles que le Pape Francisco ou à des institutions comme le Parlement européen.

De plus, nous avons poursuivi notre travail en réseau avec jusqu'à 25 organisations de défense des droits humains de différents pays.



JOURNÉES, FORMATIONS ET CONGRÈS

Nous avons défendu nos valeurs lors d'une série de congrès, journées et formations liés à la défense des droits humains dans différents domaines.

13 journées, congrès et rencontres

Principaux événements :

Chaire UNESCO de Citoyenneté, Cohabitation et Pluralisme de l'Université Publique de Navarre.

Ier Congrès International des Personnes Disparues organisé par la Fondation Quién Sabe Dónde

Table ronde organisée par le HCR pour discuter des recherches et des sauvetages en Méditerranée centrale

2 classes magistrales à l'Université des Baléares

Festival antirraciste d'Athènes

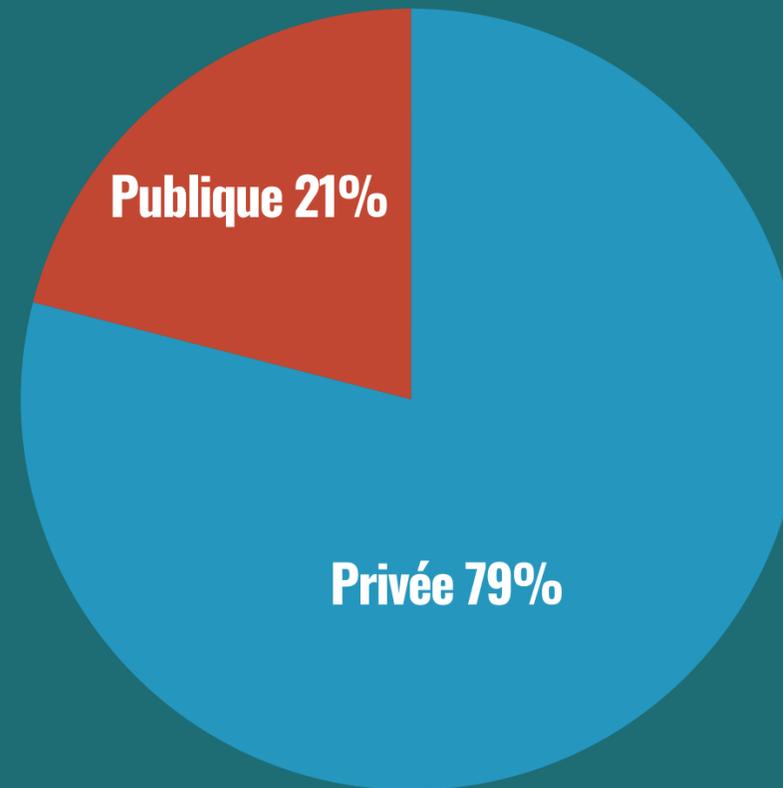


RAPPORT ÉCONOMIQUE

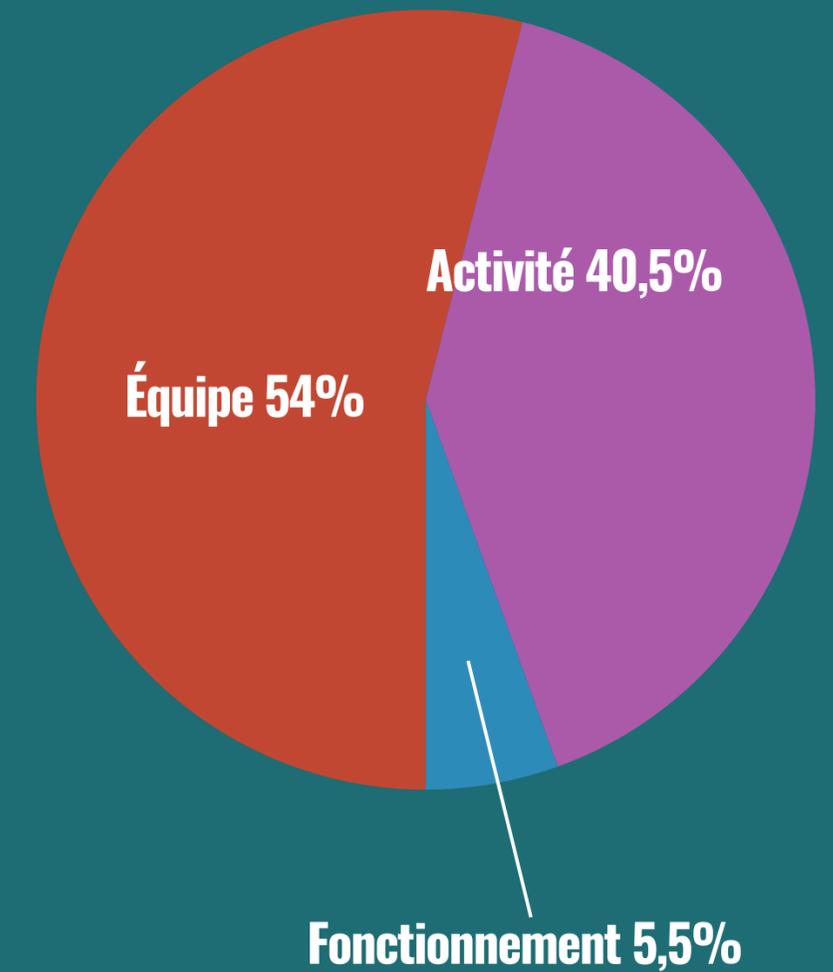
Financeurs :



REVENUS



DÉPENSES



Contact :

 info@caminandofronteras.org

 +34 613 873 052

 caminandofronteras.org

 @walkingborders

 @walkingborders_

 <https://www.facebook.com/caminandofronteras/>

 <https://youtube.com/@CaminandoFronteras>